



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 11 05 2026

Le président Lula relance le plan Brasil Soberano pour protéger les entreprises brésiliennes des chocs géopolitiques

Face aux perturbations provoquées par les tensions au Moyen-Orient, le gouvernement Lula a relancé le programme Brasil Soberano sous une version élargie. Doté de 15 Md BRL (2,6 Md EUR) supplémentaires, Brasil Soberano 2.0 cherche désormais autant à compenser les pertes qu'à renforcer la résilience et la diversification des entreprises à l'international.

LE CHIFFRE A RETENIR :

0,67%

L'inflation du mois d'avril, tirée par la hausse des prix de l'alimentation et de la santé.

Source : IBGE

L'année 2025 a marqué un tournant dans la relation économique entre le Brésil et la Chine

En 2025, les investissements chinois au Brésil ont fortement accéléré, confirmant la centralité du pays dans la stratégie économique de Pékin. Leur progression, leur diversification sectorielle et leur diffusion territoriale traduisent une relation désormais structurée autour de l'énergie, des minerais critiques et de la transition industrielle bas carbone.

Les Partenariats Public-Privé (PPP) s'imposent comme relais d'investissement face aux contraintes budgétaires brésiliennes

Le Brésil continue de recourir aux concessions et aux partenariats public-privé pour répondre à ses besoins d'infrastructure, dans un contexte de faibles marges budgétaires. Cette dynamique concerne principalement les transports, mais s'étend progressivement aux projets locaux, sociaux et numériques, portés par les États et municipalités.

Graphique de la semaine : Evolution des investissements chinois au Brésil

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-2,6%	+11,7%	179 399
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+0,8%	-13,6%	119
Taux de change USD/BRL	+1,4%	-7,9%	5,01
Taux de change €/BRL	+0,5%	-8,6%	5,84

Note : Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Le président Lula relance le plan Brasil Soberano pour protéger les entreprises brésiliennes des chocs géopolitiques.

Le plan Brasil Soberano 2.0 marque une nouvelle phase de soutien aux exportateurs brésiliens face à un environnement international toujours instable. Malgré l'annulation en février 2026 par la Cour suprême américaine des surtaxes décidées par l'administration Trump, les produits brésiliens restent soumis à un tarif global de 15%, tandis que certains secteurs stratégiques (comme l'acier, l'aluminium ou le cuivre) continuent d'être taxés jusqu'à 50% (cf. brève semaine du 02/03). À cela s'ajoutent les perturbations provoquées par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui compliquent les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Le gouvernement Lula a donc décidé de relancer et d'élargir son dispositif de soutien. Brasil Soberano 2.0 a été officiellement présenté fin mars et formalisé début avril par une mesure provisoire. Le programme prévoit 15 Md BRL (2,6 Md EUR) de crédits supplémentaires destinés principalement aux micros, petites et moyennes entreprises exportatrices et affectées par l'instabilité internationale. L'objectif ne se limite plus à compenser des pertes financières : le gouvernement souhaite aussi encourager une transformation

structurelle des entreprises, notamment via l'adoption de certifications internationales et la diversification des marchés d'exportation.

Les critères d'accès aux lignes de crédit ont changé. Le dispositif couvre non seulement les exportateurs directement touchés par les droits de douane américains, mais aussi leurs fournisseurs et certains secteurs jugés stratégiques, y compris ceux présentant des déficits commerciaux. Les entreprises affectées par les tensions au Moyen-Orient peuvent également bénéficier du programme. Celui-ci prend la forme de prêts aux entreprises, sans autres éléments pour l'instant annoncés par les autorités brésiliennes.

Enfin, le 29 avril, le gouvernement fédéral a renforcé le dispositif avec l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 5 Md BRL. Ces ressources alimentent le Fundo de Garantia à Exportação, qui sert de garantie publique aux prêts accordés par les banques aux exportateurs. Cette mesure vise à accroître la capacité de financement du secteur exportateur et à élargir l'accès au crédit pour les entreprises engagées à l'international.

Brasil Soberano 2.0 traduit l'évolution de la stratégie économique du gouvernement Lula : d'un mécanisme d'urgence destiné à amortir les effets des tarifs américains en 2025, le programme devient en 2026 un outil plus large de résilience industrielle et de repositionnement des exportateurs brésiliens dans un contexte géopolitique mondial plus fragmenté.

L'année 2025 a marqué un tournant dans la relation économique entre le Brésil et la Chine

L'année 2025 a marqué un tournant dans les relations économiques entre la Chine et le Brésil. En effet, les investissements chinois dans le pays ont fortement accéléré, atteignant 6,1 milliards USD, soit une hausse de 45 % par rapport à 2024. Il s'agit du niveau le plus élevé observé depuis 2017. Au-delà du montant investi, le nombre de projets a également fortement progressé. 52 projets ont été financés en 2025, marquant un record historique et une progression de 33 % sur un an. Depuis 2007, les investissements chinois cumulés au Brésil atteignent 85,5 Md USD, répartis sur 355 projets.¹

Cette dynamique confirme le positionnement du Brésil comme principal récepteur mondial des investissements chinois, concentrant à lui seul 10,9 % des flux mondiaux chinois recensés, devant les États-Unis (6,8 %) et le Guyana (5,7 %). Le Brésil figure d'ailleurs dans le top 5 mondial des destinations des investissements chinois depuis cinq ans, dans un contexte où les pays du Sud global occupent une place croissante : 6 des 10 principaux pays récepteurs des investissements chinois en 2025 étaient des économies émergentes.

L'énergie est au cœur de cette relation économique bilatérale. Plus de la moitié des projets financés en 2025 concernaient le secteur électrique (51,9 % des projets), tandis que le pétrole représentait 19,2 %. Plusieurs grands projets ont illustré l'importance du secteur énergétique dans les investissements chinois en 2025. SPIC Brasil, filiale du groupe public chinois State Power Investment Corporation, a acquis 70% du complexe photovoltaïque Luiz Gonzaga dans l'Etat du Pernambuco pour 400 M BRL (69 M EUR). De même, la filiale brésilienne du groupe China Three Gorges a procédé à la modernisation des centrales hydroélectriques d'Ilha Solteira et de Jupia, pour 3 Md BRL (520 M EUR).

Le Brésil demeure particulièrement attractif pour les investisseurs chinois dans le secteur de l'énergie, en raison d'un cadre sectoriel jugé relativement stable et prévisible. Les contrats de long terme, souvent conclus sur des horizons de 15 à 20 ans, offrent une visibilité appréciée par les opérateurs, tandis que les mécanismes de financement de la BNDES et la structuration du marché électrique réduisent une partie du risque projet. À ces facteurs s'ajoutent une relative neutralité géopolitique par rapport à d'autres marchés émergents, ainsi qu'un fort potentiel renouvelable.

L'année 2025 s'est également caractérisée par la montée en puissance du secteur minier parmi les investissements chinois au Brésil. Ce

¹ Ce chiffre est fourni par le CBEC et totalise l'ensemble des annonces chinoises d'investissements depuis 2007, sans prendre en compte les désinvestissements, pertes et

dévalorisations. A l'inverse, le chiffre fourni par le BCB sur le stock d'IDE chinois est de 40,3 Md, un chiffre inférieur au stock français d'IDE (69,3 Md USD).

secteur a enregistré la plus forte progression entre 2024 et 2025 des investissements chinois (+15,7% de part des investissements), qui ont atteint 1,76 Md USD. Cette dynamique reflète l'intérêt stratégique chinois pour les ressources nécessaires à la transition énergétique mondiale : lithium, nickel, terres rares. Le Brésil apparaît ainsi comme un partenaire clé dans la sécurisation des chaînes d'approvisionnement chinoises. MMG, filiale du groupe public chinois China Minmetals, a par exemple annoncé l'acquisition du portefeuille « nickel » brésilien d'Anglo American pour un montant total de 500M USD tandis que Le chinois Baiyin a finalisé l'acquisition de Mineração Vale Verde (MVV), opérateur d'une mine de cuivre dans l'Etat d'Alagoas pour 420 M USD.

Les investissements chinois se diffusent désormais au-delà des grands centres économiques historiques. En 2025, ils ont concerné 20 des 27 États brésiliens, contre 14 en 2024. São Paulo reste la première destination, avec 17 projets, mais la progression est portée par une diversification territoriale, notamment vers Minas Gerais et le Pará, chacun avec 10 projets, et l'Amapá, avec 9 projets. Le Sudeste conserve le premier rang régional, avec 32,5 % des projets, mais le Nord atteint 26,7 %, reflet de l'extension des capitaux chinois vers les nouvelles frontières énergétiques, minières et pétrolières, notamment autour de la Foz do Amazonas.

Les projets chinois à dimension « verte » ont également progressé pour la cinquième année consécutive et représentaient en 2025 60% des projets chinois totaux (31 projets). Ces derniers sont concentrés dans les secteurs de

l'énergie et de l'automobile. Cette orientation s'inscrit dans la stratégie chinoise de la « Green Belt and Road », qui favorise l'internationalisation des groupes chinois sur les segments de la transition énergétique. Le secteur automobile en constitue l'un des principaux relais avec 1,8 Md USD de véhicules exportés vers le Brésil au premier trimestre 2026, en hausse de 194% en g.a.

Au-delà de leur progression quantitative, les investissements chinois traduisent une relation économique de plus en plus stratégique. La Chine ne se positionne plus seulement comme acheteur de matières premières, mais comme investisseur dans des segments structurants de la compétitivité brésilienne : industrie, mobilité, infrastructures, transition énergétique. Cette diversification renforce l'intégration du Brésil dans les chaînes de valeur mondiales portées par les capitaux chinois et confirme son rôle de partenaire de long terme dans la stratégie chinoise vis-à-vis du Sud global et des filières vertes.

Etude économique & financière

Les Partenariats Publics-Privé (PPP) s'imposent comme relais d'investissement face aux contraintes budgétaires brésiliennes

Le recours aux concessions et aux partenariats public-privé (PPP) continue de progresser au Brésil, dans un contexte de sous-investissement chronique en infrastructures et de marges budgétaires limitées. Depuis 2023, les investissements contractualisés dans les concessions fédérales atteignent 125 Md BRL (21,7 Md EUR), soit plus du double du montant enregistré sous la gestion précédente (58 Md BRL, 10 Md EUR), malgré un nombre de projets plus réduit (41 contre 68). Cette progression a été principalement portée par les concessions routières, confirmant le rôle central du secteur privé dans la modernisation des infrastructures de transport.

Cette dynamique répond à un déficit structurel d'investissement. Selon la Banque mondiale, l'investissement public brésilien en infrastructures est resté inférieur à 2% du PIB en moyenne au cours des deux dernières décennies, contre un besoin estimé à 3,7% du PIB pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030. Le secteur des transports représenterait à lui seul 53% de ce déficit de financement. Dans ce contexte, les concessions et PPP apparaissent moins comme un choix ponctuel de politique publique que comme un instrument de financement devenu nécessaire.

L'agenda fédéral devrait rester soutenu en 2026, avec une montée en puissance attendue des projets ferroviaires. Le ministère des Transports prévoit de soumettre à appel d'offres quatre projets ferroviaires et 20 terminaux logistiques cette année, de même que le lancement de consultations pour le corridor Minas-Rio et 8 projets de tourisme ferroviaire. Le gouvernement travaille avec la Banque nationale de

développement économique et social (BNDES) à une ligne de financement de long terme, pouvant atteindre 50 ans, afin de rendre finançables de nouvelles concessions ferroviaires, plus risquées en raison d'investissements initiaux élevés et de recettes différées.

Cette orientation intervient dans un contexte économique encore défavorable. Avec un taux Selic à 14,5%, la rentabilité des projets de long terme reste fortement dépendante de la qualité de la structuration contractuelle, du partage des risques et de l'accès à des financements de maturité adaptée. Le gouvernement estime néanmoins que des projets disposant d'une matrice de risques claire et d'une prévisibilité réglementaire suffisante devraient continuer d'attirer les investisseurs, y compris dans un contexte préélectoral incertain.

La dynamique des PPP est toutefois loin d'être uniquement fédérale. Les États et municipalités jouent un rôle croissant dans l'essor des PPP, notamment dans l'eau et assainissement, les transports urbains, la gestion des déchets, la santé, l'éducation et désormais les infrastructures numériques. En 2025, 1074 nouvelles initiatives de PPP et concessions ont été recensées, dont 950 portées par des municipalités, soit 88,4% du total. Cette dynamique s'est traduite par 290 projets ayant atteint la phase d'appel d'offres et 144 nouveaux contrats signés, dont 100 à l'échelon municipal. Les investissements contractualisés se sont concentrés dans les routes et l'eau-assainissement, qui ont représenté ensemble plus de 100 Md BRL (17,3 Md EUR).

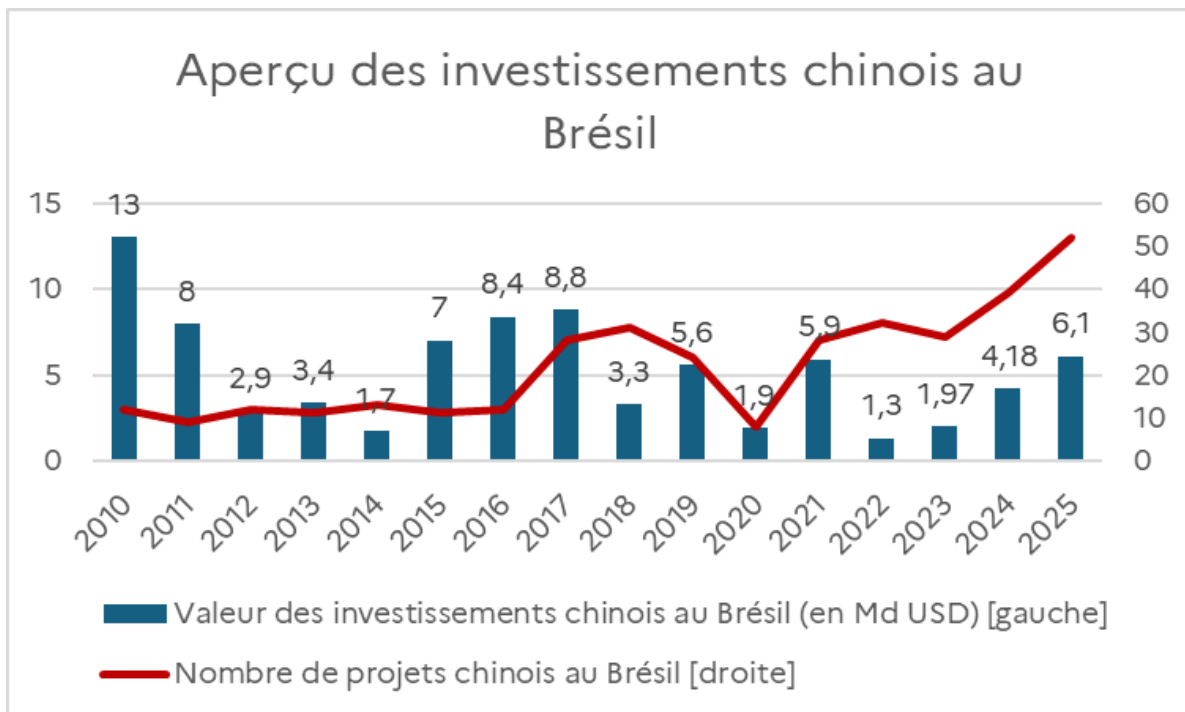
Les projets de PPP revêtent une importance majeure dans les secteurs à forte externalité sociale, où le secteur privé ne se positionne pas toujours spontanément sans accompagnement public. Le projet Piauí Conectado, présenté par la Banque mondiale comme le premier PPP de télécommunications du Brésil, a notamment permis de déployer plus de 11 000 km de fibre optique pour connecter les 224 municipalités de l'État et bénéficier à environ 3 M de personnes. Des projets comparables sont désormais envisagés dans d'autres États, notamment dans le Mato Grosso et à Sergipe, où un projet soutenu par la Banque mondiale vise à connecter 1000 établissements publics, dont des hôpitaux et des écoles.

La montée en puissance des PPP traduit ainsi une double évolution. D'une part, la contrainte budgétaire pousse l'État fédéral à rechercher un effet de levier

privé. D'autre part, les besoins d'infrastructure s'étendent au-delà des secteurs traditionnels vers le numérique, les services urbains et les équipements sociaux. Cette dynamique reste toutefois conditionnée à la capacité des pouvoirs publics brésiliens à structurer des projets financièrement attractifs, à offrir des garanties publiques solides ainsi qu'à maintenir une stabilité réglementaire.

* * *

Graphique de la semaine



Source : CEBC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Léo Portier (Adjoint), Pierre Bourgeois (stagiaire).

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr